



---

# Rapport économique 2022

## ANGOLA

30 juin 2023

---

Pour l'Angola, l'année 2022 devait marquer un tournant décisif après la crise COVID et permettre de renouer avec la croissance, après une longue récession dans laquelle le pays s'enfonçait depuis 2016. Son extrême dépendance à ses exportations pétrolières et au cours du baril, conjuguée à une structure encore fragile de l'économie met l'Angola au défi de diminuer ses importations, augmenter sa production locale (agriculture notamment), mais aussi renforcer l'industrialisation du pays - soit diversifier les secteurs et attirer de nouveaux investissements. 2022 a permis une embellie grâce à la hausse du prix du baril et une bonne tenue du kwanza, la monnaie locale. Le PIB a augmenté de 3% en 2022, soit un bien meilleur résultat qu'en 2021 (+1,2%), mais sur 5 ans, il a baissé de 3,6%. Comme la population augmente d'env. 3,5% par an, le PIB devrait aller au-delà de ce pourcentage pour apporter un véritable progrès. Le pays parviendra à afficher une réelle croissance quand il créera un climat d'affaires nettement favorable aux investisseurs étrangers, qui tabletront sur d'autres secteurs que le pétrole. En effet, le secteur industriel reste très faible, ne comptant que pour 7,3% du PIB, tandis que l'agriculture et l'élevage représentent 10,5% et la pêche 4,7%, malgré un vaste potentiel. Augmenter les ressources agricoles locales est primordial pour la population angolaise, car une large part des aliments est importée à des prix prohibitifs et qui plus est, - faute d'eau potable en bien des endroits -, celle-ci est contrainte d'acheter cette denrée en bouteilles. Le pays connaît également un grand déficit en matière d'assainissement. Différents programmes de dynamisation (agriculture, pêche) restent à mi-chemin de leur mise en oeuvre, sans évaluation de leurs résultats. L'activité industrielle se concentre majoritairement à Luanda (75%) et, dans une moindre mesure, à Benguela. Le reste du pays (2,5 fois la surface de la France), reste marginalisé.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISES</b> .....	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Politique et priorités du pays hôte</b> .....	<b>5</b>
<b>3.2</b>	<b>Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)</b> .....	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b> .....	<b>5</b>
<b>4.1</b>	<b>Evolution et perspectives générales</b> .....	<b>5</b>
<b>4.2</b>	<b>Commerce bilatéral</b> .....	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b> .....	<b>6</b>
<b>5.1</b>	<b>Evolution et perspectives générales</b> .....	<b>6</b>
<b>5.2</b>	<b>Investissements bilatéraux</b> .....	<b>7</b>
<b>6</b>	<b>PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE</b> .....	<b>7</b>
<b>6.1</b>	<b>Instruments de la promotion économique extérieure suisse</b> .....	<b>7</b>
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie .....	<b>8</b>
	ANNEXE 2 – Principales données économiques .....	<b>9</b>
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux .....	<b>10</b>
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....	<b>11</b>
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....	<b>14</b>

## 1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La hausse du prix des hydrocarbures qui a perduré tout au long de 2022 a permis de corriger la longue récession qui a affecté l'économie angolaise de 2016 à 2021. Toutefois, dans le domaine non-pétrolier, les conséquences de la crise du Covid-19, et tout particulièrement la fermeture de nombreuses entreprises, ont prolongé la récession. Durant 2022, année électorale, les investissements étrangers sont restés prudents, surtout jusqu'en août, face à une éventuelle victoire du parti d'opposition UNITA, susceptible de modifier le contexte économique. Elections gagnées de justesse par le Président Lourenço, réélu pour un ultime second mandat, qui doit ainsi redoubler d'efforts pour démontrer à la population que le parti MPLA, au pouvoir depuis la décolonisation, est disposé à améliorer l'économie et l'emploi rapidement. Il y a en effet urgence qu'une population, dont 56% vit en-dessous du seuil de pauvreté, puisse accéder rapidement à des emplois qui ne soient plus de survie.

Tout au long de 2022, le Kwanza a maintenu un cours stable face au billet vert, grâce aux recettes pétrolières et à un net soutien de la Banque Centrale. L'inflation, en 2022, a été de 14% (27% en 2021)<sup>1</sup>. Relevons d'ores et déjà que, fin juin 2023, le cours du kwanza avait perdu 35% de sa valeur

En 2022, pétrole et gaz ont représenté 87% de la production industrielle du pays et forment 93% des exportations. Si le baril a dépassé les 100 USD en 2022, il est redescendu à des niveaux bien inférieurs début 2023. L'ultra-dépendance du pays envers les cours du brut reste un danger, car forcé d'importer la majorité des biens de consommation et de payer les échéances de crédit, l'Angola peut voir ses réserves en dollars se tarir rapidement, faisant chavirer le cours du kwanza.

Les finances publiques ont été gérées avec rigueur en 2022 (solde budgétaire : 11,4% PIB), suite notamment à un programme appuyé par le FMI de 2019 à 2021 ; mais c'est surtout l'embellie pétrolière qui a permis à l'Angola en 2022 de réduire significativement sa dette intérieure, grâce aux rentrées en devises bien supérieures aux attentes, couplées à la bonne tenue du cours Kwa/US\$. La TVA, de 14% (7% sur certains biens), introduite en 2019, étoffe également les recettes publiques. Le taux d'endettement public, qui était de 136,5% du PIB en 2020 – et 86,3 % fin 2021 - est descendu à 62 % du PIB fin 2022<sup>2</sup>. La dette extérieure (env. 75% de la dette totale) se situait autour de 52 milliards fin 2022 et elle ne s'est nullement réduite durant 2022. Fin 2022, la dette publique totale pesait sur les finances publiques à hauteur de 42%. Lors du "G20 Debt Service Suspension Initiative" de 2021, auquel l'ANG a participé, le pays a obtenu un allègement de 2,9 milliards de US\$, qui devait alors être dirigés dans le domaine destinés à juguler la crise du COVID-19. La Chine a elle aussi suspendu certains paiements. Mais depuis fin 2022, l'Angola ne bénéficie plus de ces allègements et reste plus que jamais très dépendant des créanciers extérieurs.

La production industrielle et agricole locale est encore faible et le pays affiche un fort déficit de compétitivité, (éducation insuffisante, manque de main d'oeuvre qualifiée, bureaucratie inefficace, insécurité juridique, non-exécution des contrats, infrastructures insuffisantes). Dans l'index «Doing Business » 2020 de la Banque mondiale, l'Angola se classe 177e sur 190. En matière d'innovation, l'Angola se positionne 127<sup>ème</sup> pays sur les 132 scrutés par l'Organisation Internationale de la propriété intellectuelle. Les investisseurs étrangers – hormis dans le secteur des grandes infrastructures et du pétrole - restent réticents à investir dans le secteur industriel.

Le Président mène campagne pour attirer les investissements étrangers, mais les réformes se font attendre dans les domaines où les correctifs seraient les plus urgents (éducation, formation, bureaucratie, transparence des appels d'offre, lutte contre la corruption). L'Angola cherche à créer des pôles industriels (Viana, Catumbela et Futila), mais qui n'ont pas encore les infrastructures optimales pour attirer les investisseurs.

Les investissements directs étrangers « non-pétroliers » (seul. 197 Mio. US\$ en 2022, - 20,5% par rapport à 2021, représentant 0,3% de l'IDE total) – destinés à diversifier l'économie sont faibles, de sorte que chômage et pauvreté perdurent. 26% d'une population active estimée à 15 Mio. de travailleurs

<sup>1</sup> Ce taux ressort des statistiques de la Banque nationale d'Angola (BNA) à fin 2022 (resp.2021) pour l'ensemble du pays.

<sup>2</sup><https://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4z/nty1/~edisp/minfin3565259.pdf>

est au chômage. Le non-emploi dépasse les 50% pour les 15-24 ans<sup>3</sup>. Le secteur informel dépasse les deux tiers (69%); il regroupe les travailleurs individuels (33%), les travailleurs au sein de la famille sans rémunération (21%), 10% de pêcheurs/agriculteurs de subsistance et 4% d'employés de maison. Pour le secteur formel (31%), les entreprises ne représentent que 15% des emplois salariés, suivis des petites entreprises 9,6%, et de l'administration publique 6,4%. Les salaires sont de toute manière très bas. Même les professions issues d'années de formation technique ou universitaire sont mal rémunérées. La population – surtout à Luanda - a très peu d'accès d'une part à une alimentation à des prix non prohibitifs<sup>4</sup> et d'autre part à l'eau et à l'assainissement; à l'inverse, l'électrification du pays est en bonne voie, le pays misant sur l'hydraulique et le solaire. Le mécontentement sur le manque d'emplois et la cherté de la vie génère des mouvements de « grève à domicile », vu le danger de sortir manifester dans la rue. Dans l'Index de développement humain du PNUD<sup>5</sup>, l'Angola se situait en 148<sup>ème</sup> position sur 191.

### *Développement de la politique économique*

Dès 2018, le Président Lourenço a entamé des réformes afin de diversifier l'économie : libéralisation du taux de change, lutte contre la corruption et confiscation de biens, programme de privatisations des entreprises publiques (ProPriv), programme d'appui à la production et à la diversification de l'économie (PRODESI), diplomatie économique visant à multiplier les pays investisseurs (EAU et Turquie notamment). Après sa réélection, il a complété ces mesures par de grandes infrastructures (routes, hôpitaux) et un net soutien à l'agriculture par le Programme de subsides PLANAGRAO (2023-27).

PROPRIV (2019-2026) se trouve à mi-chemin: en 2022, ce sont 94 entreprises sur 178 répertoriées qui ont été réellement vendues. Néanmoins, à peine un peu plus de la moitié du prix de vente de ces 94 entreprises est parvenu dans les caisses publiques (569 Mia de Kwas sur un total de 955). En avril 23, ce sont encore 76 entreprises qui sont offertes<sup>6</sup>. Quatre entreprises majeures -UNITEL, Sonangol TAAG et Endiama – devront être privatisées.

PRODESI a déjà mis en oeuvre 463 projets (pour 538 Mia de Kwa) générant 70'000 emplois. En 2022, seuls 54 projets ont été approuvés. Font défaut malheureusement une description détaillée de la manière dont ces fonds sont investis pour en évaluer réellement l'impact.

## **2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES**

Les hydrocarbures et le commerce constituent toujours les secteurs porteurs de l'économie angolaise. Le diamant, bien que l'ANG en soit 5<sup>ème</sup> producteur mondial, ne compte que pour 1,3% du PIB. En ce sens, il est important pour l'Angola de maintenir son niveau de production pétrolière actuel alors que les infrastructures du secteur n'ont pas été renouvelées ces dernières années faute d'investissements conséquents. Le développement de l'exploitation des réserves de gaz, estimées à 300 Mds m3, pourrait s'avérer également intéressant dans le contexte géopolitique actuel.

S'agissant du commerce en général, les infrastructures, la logistique et les informations facilitant l'import-export font encore défaut: il n'existe pas de guichet unique du commerce extérieur, p.ex. Les procédures et contrôles douaniers doivent être modernisés.

L'agroalimentaire offre des opportunités. L'accès aux semences et aux engrais doit pourtant être amélioré, ainsi que le réseau routier pour transporter les produits. Les critères d'importation vers l'Europe

<sup>3</sup> Statistiques de l'Institut National de Statistiques (INE). Ces statistiques englobent dans les travailleurs les adolescents de 15 à 18 ans – toutefois dans une catégorie spéciale - puisque l'éducation scolaire secondaire ne touche qu'une petite part de la population. Le travail infantile informel (enfants de moins de 15 ans) est caché, mais il existe bel et bien, mélange d'errance et de petits travaux.

<sup>4</sup> L'Indice Global de la Faim (IGF) place l'Angola en 91<sup>ème</sup> position sur 116 pays. Cf. <https://www.globalhungerindex.org/pdf/pt/2021.pdf>.

<sup>5</sup> <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/AGO>

<sup>6</sup> L'évolution actuelle du programme de privatisation peut être suivie sur le site : <https://igape.minfin.gov.ao/PortallGAPE/#/privatizacoes/dashboardpropriv>

Les résultats des privatisations 2019 à 2022 sont présentés sous:

<https://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4z/mzcy/~edisp/minfin3372778.pdf>

de produits agricoles ne peuvent être remplis pour l'instant, faute de contrôle sanitaire existant en Angola.

Les infrastructures, sur lequel le gouvernement met l'accent, offrent des entrées aux très grandes entreprises prêtes à y investir des montants très conséquents. Les entreprises suisses en Angola, même si elles sont peu nombreuses, ont le vent en poupe. Le parapétrolier, le transport maritime et ferroviaire, la construction et dans une moindre mesure l'agroalimentaire représentent les principaux secteurs dans lesquels évoluent les quelques acteurs suisses présents dans le pays.

C'est notamment MSC avec sa branche « Africa Global Logistics » (AGL) (anc. Bolloré Afrique), de même que le consortium Trafigura (Suisse), Mota-Engil (Portugal) et Vectoris (Belgique) qui s'implantent avec succès en Angola. Trafigura, avec ses pairs, a remporté en juin 2022 l'appel d'offre (contre un consortium chinois - CITIC, Sinotrans et CR20), s'engageant à renforcer, maintenir et exploiter la voie Lobito - Luau, alors que la suite de la voie du côté congolais sera exploitée par la RDC. Un demi-milliard sera investi par les trois compagnies. Cette ligne de chemin de fer est stratégique entre les mines du Sud de la RDC et le port angolais de Lobito sur la côte atlantique. Une prolongation du tracé est planifiée par la Zambie. Les Etats-Unis pourraient se joindre à cet effort financier dans le cadre d'un soutien aux grandes infrastructures, selon le communiqué de presse de la Maison-Blanche du 20 mai dernier dans le cadre du « Partnership for Global Infrastructure and Investment Meeting ». Concrètement, l'« International Development Finance Corporation » (DFC) américain envisagerait un investissement de 250 millions de US\$ pour ce chemin de fer.

### 3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

---

#### 3.1 Politique et priorités du pays hôte

L'Angola poursuit un agenda de recherche d'investissements étrangers à travers une diplomatie économique active, menée souvent en personne par le Président Lourenço. En 2018 fut créée l'Agence de l'investissement privé et de promotion des exportations (AIPEX).

Un décret présidentiel de janvier 2019<sup>7</sup> prévoit néanmoins de donner la priorité à certains biens produits localement, imposant aux importateurs le besoin de démontrer que leurs produits ne sont pas disponibles – ou pas en quantité suffisante – pour répondre à la demande intérieure. Cette loi constitue une barrière au libre-échange lorsque les accords internationaux suivants seront mis en œuvre :

- l'accord de libre-échange continental (ZLECA) ratifié par l'Angola en 2020. Or on sait que le commerce transfrontalier de l'Angola avec les pays voisins et africains en général – hormis les hydrocarbures - est l'un des plus faibles du continent.

- L'accord de libre-échange de la SADC, que l'Angola aimerait mettre en œuvre et qui demande encore des négociations sur le démantèlement des tarifs douaniers. Notons que dans ce cadre, l'UE a signé en 2016 un Accord de Partenariat Economique avec 6 pays de la SADC, mais que L'Angola n'en fait pas partie (une option pour le rejoindre existe néanmoins).

Sur le plan bilatéral, l'Angola bénéficie de l'«Africa Growth Opportunity Act » (AGO) avec les Etats-Unis et est membre du Forum sur la Coopération Sino-africaine (FOCAC).

#### 3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

De manière générale, les entreprises suisses ne font pas l'objet de mesures discriminatoires particulières en Angola.

### 4 COMMERCE EXTÉRIEUR

---

#### 4.1 Evolution et perspectives générales

La part de l'exportation des hydrocarbures<sup>8</sup> est prépondérante dans la balance commerciale de l'Angola (93% des exportations et 22 % des importations). Pourtant, y compris pour le carburant, l'Angola est

<sup>7</sup> 23/19 - Regulation of the Commercial Chain of Supply of the Basic Basket and Other Priority Goods of National Origin

<sup>8</sup> Sur les 3 premiers trimestres de 2022, l'exportation de pétrole brut s'est élevée à 32'130 millions de US\$, le pétrole raffiné à 620, le gaz 4356 (Total hydrocarbures : 37'107) , les diamants 1 495 et les autres produits (bateaux, poissons, granite, ciment, café) 193 millions., soit, pour ceux-ci, un pourcentage résiduel de 0,5% .La Chine est le pays de destination du pétrole angolais privilégié (2/3 des exportations), ce qui n'a rien d'étonnant car ces livraisons sont censées diminuer la dette de l'Angola envers ce pays..

essentiellement un pays importateur et va continuer de l'être au moins à moyen-terme. En 2022, Les exportations, 50'038 Mio. de US\$, ont augmenté de 49%, tandis que les importations, de 11'794,8 Mio. de US\$, ont-elles aussi presque doublé (+46%) par rapport à 2021, signe d'une nette reprise de plusieurs secteurs clés – dont la construction – après la paralysie des années COVID.

Hors hydrocarbures, les produits principalement exportés sont différents minerais, des machines, des « métaux communs ». Pour les importations, machines, véhicules, équipement électriques, produits agricoles et pharmaceutiques viennent en tête de liste.

Les principaux partenaires économiques de l'Angola sont en premier la Chine, qui représentait, de loin, le premier pays destinataire des exportations angolaises. Viennent ensuite l'Inde, la France, les Pays-Bas et les Emirats Arabes Unis (EAU). Quant aux importations, le Portugal, partenaire historique, a été dépassé par la Chine en 2022. Ils sont suivis de la Corée du Sud, des Pays-Bas et de l'Inde.

#### 4.2 Commerce bilatéral

Il n'existe pas de statistique détaillée en Angola. Selon celles des douanes suisses, les échanges, bien que modestes, ont augmenté, affichant même un solde négatif pour notre pays (-9,2 Mio. CHF), puisque des exportations angolaises d'hydrocarbures (Energieträger) vers la Suisse pour 17,22 Mio. CHF forment presque le total des produits importés, qui se chiffrent à 17,56 Mio. CHF (soit +194% par rapport à 2021). Ces exportations angolaises ont contrebalancé les importations de produits suisses en Angola qui ont atteint 8,31 Mio. CHF en 2022 (+48% par rapport à 2021). Les marchandises suisses destinées à l'Angola en 2022 ont été pour moitié des machines, et dans une moindre mesure, des instruments optiques, de l'horlogerie, des textiles, des produits pharmaceutiques. Le volume total de nos échanges, de 25,87 Mio. CHF, a augmenté de 76%, soit également un signe de reprise post-Covid, mais aussi de besoins de nouveaux partenaires pour assurer notre couverture énergétique. Relevons qu'une grande partie des biens suisses et angolais transitent par des pays tiers, avant tout le Portugal, les Pays-Bas et l'Allemagne.

## 5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

### 5.1 Evolution et perspectives générales

Traditionnellement portés par le secteur des hydrocarbures, les flux d'investissements directs étrangers avaient déjà ralenti ces dernières années. En 2022, le total des investissements étrangers a été de 6'874 Mio de US\$. Par rapport aux « IDE hydrocarbure » (6,676 Mio, soit +6,4%/2021), les IDE non pétroliers (197,6 Mio. de US\$) représentent 0,3% environ et ont diminué de 20,5% face à 2021 (248,5 Mio.). Selon l'UNCTAD, l'Angola affiche un solde négatif d'investissements depuis 2016. La tendance est donc au désinvestissement. Néanmoins, grâce aux efforts des autorités, les flux d'investissements nationaux vers le secteur non-pétrolier montrent une tendance encourageante.

L'AIPLEX a enregistré d'août 2018 jusqu'à fin janvier 2023<sup>9</sup> 569 projets d'investissements « non-pétroliers »<sup>10</sup> – dont 112 en 2022. Cependant, seuls 163 se sont concrétisés en 5 ans, totalisant 1,6 Mio. US\$ d'investissement, bien loin de 11 Mio. annoncés. 90% des projets se concentrent à Luanda. L'industrie, le commerce et les services sont les secteurs de prédilection.

L'étude sur l'économie angolaise de L'UNCTAD (février 2023), intitulée « *Vulnerability Profile of Angola* »<sup>11</sup> explique les obstacles auxquels l'Angola se heurte pour diversifier son économie et attirer de nouveaux investisseurs. Les conditions-cadre pour les investissements restent précaires et sont pointées du doigt régulièrement dans la presse économique locale (secteur judiciaire lent et peu fiable, bureaucratie, fractionnement entre ministères, incertitude des règles et des décisions, lenteurs dans les paiements,

<sup>9</sup><https://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4z/ndy2/~edisp/minfin3466530.pdf>

<sup>10</sup> Par ordre décroissant, les principaux investisseurs étrangers enregistrés auprès de l'AIPLEX sont - sur la période 2018-2022 - les USA (3502 Mio. de US\$), l'Afrique du Sud (680), la Pologne (652), les UEA (373), l'UK (372), la Chine (291), la Turquie (200), l'Allemagne (93), la France (51) et le Portugal (26). La Suisse est citée par l'AIPLEX, avec trois projets et 8,9 millions d'investissement. Le corridor de Lobito entrainera des investissements de Trafigura bien au-delà de ce chiffre.

<sup>11</sup> [https://unctad.org/system/files/official-document/aldc2022-vp-angola\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/aldc2022-vp-angola_en.pdf)

etc.). Les investissements étrangers préfèrent se diriger vers des pays de la région qui facilitent l'implantation de nouvelles entreprises.

La politique en matière d'accord bilatéraux de protection des investissements est prudente. A ce jour, seuls les pays suivants possèdent un accord bilatéral de protection des investissements en vigueur: Brésil, Russie, Allemagne, Cap Vert, Italie et Portugal. Plusieurs autres pays ont signé un tel accord qui n'est toutefois pas (encore) entré en vigueur : Turquie (2021), les EAU (2021), Qatar (2019), France, Espagne, Royaume-Uni, Namibie, Afrique du Sud. Des négociations avancées existent avec la Chine et le Japon. La Suisse avait signé un APPI en 2006, resté lettre morte. Un nouveau projet d'APPI est en bonne voie et pourrait aboutir dans le moyen terme.

## **5.2 Investissements bilatéraux**

Aucunes données ne sont disponibles en Angola concernant les investissements par pays. Les principales entreprises suisses présentes sont Trafigura, MSC, Nestlé, Roche, SGS, SIKA.

## **6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE**

---

### **6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse**

Les différents acteurs de la promotion économique suisse ne sont pas actifs en Angola. L'Ambassade à Luanda est en relation étroite avec les acteurs économiques suisses (entrepreneurs et entreprises). Elle a soutenu l'inauguration de la nouvelle chambre de commerce Suisse-Angola le 15 juin 2023, dénommée *ASSOCIAÇÃO SWISS BUSINESS COUNCIL*.

### **6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse**

La diaspora angolaise en Suisse est estimée à environ 3000 personnes. Cependant, les flux touristiques vers la Suisse sont négligeables. Certains cercles de l'élite angolaise apprécient les opportunités offertes par des écoles privées prestigieuses situées en Suisse et y envoient régulièrement leurs enfants pour des courts à moyen séjours. La place financière suisse est encore perçue comme un refuge pour les avoirs illicites de certaines personnalités angolaises. Cette Ambassade suit ce dossier de près.

## ANNEXE 1 – Structure de l'économie

## Structure de l'économie du pays hôte

	Année X-5	Année X
<b>Répartition du PIB</b>		
Secteur primaire	..%	..%
Secteur manufacturier	..%	..%
Services	..%	..%
– dont services publics	..%	..%

<b>Répartition de l'emploi</b>		
Secteur primaire	..%	..%
Secteur manufacturier	..%	..%
Services	..%	..%
– dont services publics	..%	..%

Source(s) :

## ANNEXE 2 – Principales données économiques

## Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023
<b>PIB (USD Mia)*</b>	<b>74'941</b>	<b>121'417</b>	<b>117'877</b>
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	<b>2167</b>	<b>3400</b>	<b>3204</b>
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	<b>1,1</b>	<b>2,8</b>	<b>3,5</b>
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	<b>27</b>	<b>13,8</b>	<b>12,3</b>
<b>Taux de chômage (%) INE</b>		<b>26%</b>	
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	<b>3,83</b>	<b>1,595</b>	<b>1,595</b>
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	<b>11,2</b>	<b>11</b>	<b>6,2</b>
<b>Dettes extérieures totales (% du PIB)**</b>	<b>86,8</b>	<b>67</b>	<b>63</b>
<b>Service de la dette (% des exportations)**</b>	<b>153,1</b>	<b>110,5</b>	<b>127,6</b>
<b>Réserves (mois d'importations)**</b>	<b>6,6</b>	<b>6,5</b>	<b>6,4</b>

\* Source : FMI, World Economic Outlook avril 2023

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

\*\* Source : FMI, Article IV Consultation, mars 2023

- <https://www.imf.org/en/Countries>

## ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

## Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2022

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (Mio Kwas)	Part %	Var. <sup>12</sup> %	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (Mio Kwas)	Part	Var. <sup>10</sup>
1	Chine...	10'088'325	43,7%	-20,35%	1	Chine	1'310'889	16%	23%
2	Inde.....	2'364'931	10,24%	+24,5%	2	Portugal	880744	10,77%	2,73%
3	France	1'672'761	7,25%	X%	3	Corée du Sud	756'080	9,24%	449%
4	Pays-Bas	1'577'672	6,83%	397%	4	Pays-Bas	559'880	6,84%	105%
5	Espagne	1'022'029	4,43%	143%	5	Inde	498'732	6,1%	5,91%
6	Italie	833'326	3,61%	109%	6	USA	382'861	4,68%	16,3%
7	EAU*	771'473	3,13%	-18%	7	Belgique	373'473	4,57%	52%
	<b>Suisse</b>	.....	...%	...%		<b>Suisse</b>	.....	...%	...%
	UE	.....	...%	...%		UE	.....	...%	...%
	<b>Total</b>	<b>23'084'039</b>	<b>100 %</b>	<b>9,9%</b>		<b>Total</b>	<b>8'180'504</b>	<b>100 %</b>	<b>...%</b>

Source(s) : INE. Ces statistiques sont exprimées en Millions de Kwanzas (1 million valait 1'500 Frs environ en 2022).

\*EAU = Emirats Arabes Unis

<sup>12</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %.

## ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

## Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Solde</b> (en Mio.)	<b>Volume</b> (en Mio.)
2017	8,75	-53%	0,12	+ 340	8,63	8,87
2018	21,7	148	1,05	762	20,65	22,75
2019	18,1	-16,7	0,6	-47,5	17,5	18,6
2020	19,6	8,1	0	-96,5	19,5	19,6
<b>2021</b> (Total 1)*	<b>5,61</b>	<b>-68,8</b>	<b>0,09</b>		<b>5,52</b>	<b>5,7</b>
<b>2022</b> (I-XII)**	<b>8,94</b>	<b>48,3</b>	<b>17,68</b>	<b>194</b>	<b>-8,74</b>	<b>26,62</b>

\*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

\*\*\*) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

## PROVISORISCHE ERGEBNISSE

Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit BAZG, Aussenhandelsstatistik, 3003 Bern

TN103: Schweizerischer Aussenhandel nach Ländern und Kapiteln

17.01.2023

Periode: Januar bis Dezember 2022

Land: 258 Angola

\* = Veränderungsrate / Anteile nicht berechenbar

\*\* = Veränderungsrate &gt; 999,9 %

Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2021	2022	+/- %	Anteil	2021	2022	+/- %	Anteil	2021	2022
Total		0.09	17.68	**	100.0	6.11	8.94	46.3	100.0	6.02	-8.75
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	0.01	0.01	2.9	0.1	0.06	0.01	-79.3	0.1	0.04	0.00
25 - 26	Mineralische Stoffe			*	*	0.00		100.0	*	0.00	
27	Energieträger		17.22	*	97.4	0.00	0.02	**	0.2	0.00	17.20
28 - 29	Chemische Grundprodukte			*	*	0.01	0.01	-12.5	0.1	0.01	0.01
30	Pharmazeutische Erzeugnisse		0.00	*	0.0	0.59	0.54	-8.7	6.1	0.59	0.54
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente			*	*	0.06	0.14	121.4	1.6	0.06	0.14
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.00	0.00	163.5	0.0	0.01	0.05	535.5	0.5	0.01	0.05
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse		0.00	*	0.0	0.01	0.07	542.8	0.7	0.01	0.07
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	0.00	0.00	-64.8	0.0	0.32	0.41	27.6	4.5	0.32	0.41
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren		0.00	*	0.0	0.00	0.00	-83.6	0.0	0.00	0.00
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.00		100.0	*	0.01	0.00	-72.3	0.0	0.01	0.00

47 - 49	Papier und Papierwaren	0.00	0.00	**	0.0	0.01	0.03	291.1	0.3	0.01	0.03
50 - 63	Textilien und Bekleidung	0.00	0.00	3.9	0.0	0.08	0.07	-12.2	0.8	0.08	0.07
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.00	0.00	42.4	0.0	0.00	0.02	847.4	0.2	0.00	0.02
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.00	0.00	-90.3	0.0	0.06	0.07	5.1	0.8	0.06	0.07
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie			*	*	0.00	0.00	-80.8	0.0	0.00	0.00
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	0.00	0.09	**	0.5	0.28	0.63	124.2	7.1	0.28	0.55
84	Maschinen ( nicht elektrisch)	0.00	0.31	**	1.8	2.38	3.48	46.0	38.9	2.38	3.17
85	Maschinen (elektrisch)	0.00	0.00	548.5	0.0	0.59	1.23	108.3	13.7	0.59	1.23
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.06		- 100.0	*	0.02	0.09	442.2	1.0	- 0.05	0.09
90	Opt. / medizin. Instrumente	0.00		- 100.0	*	0.83	0.91	9.2	10.2	0.83	0.91
91	Uhrmacherwaren		0.00	*	0.0	0.69	1.10	59.6	12.3	0.69	1.10
92	Musikinstrumente			*	*		0.00	*	0.0		0.00
93	Waffen und Munitionen			*	*		0.00	*	0.0		0.00
94	Möbel, Bettzeug usw.			*	*	0.09	0.06	-26.8	0.7	0.09	0.06
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.00	0.00	124.3	0.0	0.00	0.00	34.0	0.0	0.00	0.00
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten		0.04	*	0.2			*	*		-0.04

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

## ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

**Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2022**

Les investissements pétroliers représentent 99,4% des IDE en Angola selon les statistiques de la BNA ; il n'y a pas de statistiques sur ces entreprises d'investissements « off shore », dont la plupart sont mixtes (nationales et étrangères).

Les chiffres répertoriés par l'AIPEX sont des investissements pour la plupart non pétroliers avec un classement par pays sur 4 ans (cf footnote No 12).

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	.....	.....	..%	+/- ...%	....
2	.....	.....	..%	+/- ...%	....
3	.....	.....	..%	+/- ...%	....
4	.....	.....	..%	+/- ...%	....
5	.....	.....	..%	+/- ...%	....
6	.....	.....	..%	+/- ...%	....
7	.....	.....	..%	+/- ...%	....
8	.....	.....	..%	+/- ...%	....
9	.....	.....	..%	+/- ...%	....
10	.....	.....	..%	+/- ...%	....
...	UE	.....	..%	+/- ...%	....
...	<i>Suisse</i>	.....	..%	+/- ...%	....
	Total	.....	100 %	+/- ...%	

Source(s) :